

COMPTE-RENDU du CHSCT du 05/10/2017

En ouverture des travaux de ce CHSCT, FO FINANCES a dans sa déclaration rappelé les revendications des personnels dans le cadre de l'appel Fonction Publique à la grève du 10 octobre 2017.

En réponse, le Président du CHSCT a souligné la transparence du DG de la DGFIP en matière de suppressions d'emplois, qui dans un message tous agents en date du 28/09/2017 a précisé : « L'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes. »

Une réflexion sera menée sur les missions à l'horizon 2022 par le « Comité d'action Publique CAP 22 »

Pour FO, après la RGPP , la MAP et tant d'autres réformes, un nouveau chantier de démolition du Service Public s'ouvre !

1/ INSEE Metz :Installation à venir de l'INSEE dans le Bâtiment de l'Ancienne Gare

Rappel :

Suite à la demande FO d'une cantine sur place compte-tenu des effectifs implantés (400 agents au total) et de places de parking en nombre suffisant à proximité, une demande d'expertise extérieure agréée sur ces 2 sujets a été validée en CHSCT par tous les syndicats.

Suite à la réponse négative en date du 31 mai 2017 du Directeur Général de l'INSEE, l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au Travail) a rendu son avis circonstancié le 10 août 2017 sur ces 2 questions :extraits du rapport ci-dessous :

→ Restauration :

« Il est en effet difficile d'appréhender, suite à la réponse de la direction générale de l'INSEE, si les agents présents sur le site bénéficieront de bonnes conditions pour se restaurer.

A partir de ces éléments les possibilités maximales pourraient être évaluées à environ 150 personnes supplémentaires rue Curel, ceci dans l'hypothèse que toutes les résiliations des conventions hors administrations financières soient effectives fin 2018. Dans cette hypothèse un engorgement de la file d'attente du restaurant sera possible avec une forte incertitude qui demeure cependant.

Pour éviter toute surprise défavorable pour les agents, l'ISST avait précisé, dans une note du 31 décembre 2014, que l'INSEE doit «veiller à bien évaluer le nombre de personnes susceptibles de vouloir prendre leur repas sur place pour mettre en adéquation la superficie des locaux avec les demandes ».

→ Places de parking en nombre suffisant :

« Le code du travail ne prévoit pas d'obligation pour l'employeur de mettre à disposition des salariés des places de stationnement. Cependant un nombre de places suffisantes, en adéquation avec les besoins, permettrait d'améliorer le confort des agents. ».

FO a souligné le rapport sans équivoque établi par l'ISST.

Comme à son accoutumée, l'administration se veut confiante et va affiner les projections chiffrées sur les taux de fréquentation du restaurant Curel .

Le recours juridique du CHSCT contre cette décision va donc se poursuivre, via l'inspection de travail.

Pendant ce temps le chantier va bon train.

La phase I de démolition étant achevée depuis fin mai 2017, la phase II réhabilitation a démarré en juillet 2017 pour une durée de 18 mois.

La fin des travaux est prévue début 2019 avec l'emménagement des agents dans la foulée.

2/Rapport de la visite /place du CHSCT à la Recette des Finances de Sarreguemines le 03/07/2017:

Le rapport a mis en exergue la situation de conflit et de tension extrême dans ce service. Les démarches entreprises par l'administration en 2015 n'ayant pas abouti à résoudre le conflit, la situation s'est aggravée à partir de l'automne 2016 sur fond d'interrogations sur le devenir des agents dans le cadre de la fermeture annoncée de la RF et la mise en place ou non d'un SAR (Service d'Appui au Réseau).

Le déficit de communication a entretenu toutes les hypothèses et un climat lourd et pesant pour les agents très investis dans leurs missions.

Des décisions ont été prises par le Directeur pour apaiser la situation en anticipant la fermeture de la RF au 01/01/2018 et en modifiant le pilotage de la RF directement par le Pôle Gestion Publique, l'actuel responsable devenant à compter du 09/10/2017 responsable de la Mission risques et audit à la Direction à Metz.

De plus la cellule de médiation sociale a été diligentée après accord de l'ensemble des personnels. Ce dispositif national prévoit une écoute individuelle et collective grâce à la présence d'un tiers, écoute basée sur une démarche participative et la garantie d'indépendance et de confidentialité.

La médiatrice est venue nous présenter cette démarche le 05 octobre lors du CHSCT ainsi qu'aux agents de la RF qui attendent beaucoup de ce processus pour tenter d'aller mieux.

3/Démarche BEAT « Bien être au Travail » aux Douanes

Le service de la Brigade de surveillance de St Avold a été choisi pour expérimenter cette démarche dans le cadre de la Prévention des RPS (Risques psycho-sociaux)

Le cabinet FL Conseil pour la modique somme de 25 000€ a démarré les entretiens après une phase d'observation du service ,entretiens qui se tiendront jusqu'à fin octobre 2017. Les préconisations seront énoncées en janvier 2018.

Selon l'administration, les agents de la BSI accueillent positivement la démarche et se montrent volontaires pour participer à l'expérience.

A n'en pas douter pour FO, les mesures opérationnelles de prévention des RPS dans les brigades de surveillance nous rendrons BEATS d'admiration !

4/Budget 2017

Le CHSCT dispose d'un budget de 263 283€ au titre de 2017.

Les principaux axes en 2017 :

- ✓ Le financement de la formation constitue un axe important du budget du CHSCT 57 .
- ✓ Matériel ergonomique (Fauteuils -souris -repose poignets-casques téléphoniques)
- ✓ Sécurité-incendie
- ✓ Aménagement de bureaux (stores-lampes de bureaux-goulottes)
- ✓ Équipement spécifique :
 - casques téléphoniques pour les agents du SNDFR
 - armoires de séchage pour les tenues des douaniers des brigades de surveillance

5/Fiches de signalement

Algrange

FO a demandé les suites de cet incident grave (agression physique d'un agent à l'entrée de la trésorerie)

La mairie d'Algrange n'a pas répondu à la demande de sécuriser l'espace conduisant à la trésorerie. Un nouveau courrier sera adressé par la DDFIP au maire.

16 fiches reçues pour 2017 à ce jour pour la DDFIP 57

Les agents au guichet sont les 1ères victimes de ces incivilités d'usagers ainsi que des huissiers et des agents en charge du contrôle fiscal externe.

Les fiches ont fait l'objet soit d'un dépôt de plainte (2 fiches), soit d'un signalement au Procureur de la République (2 fiches) soit d'une lettre de mise en garde adressée aux usagers par la Direction .

6/Rapports de visite

→ Trésorerie Sud-Saulnois.

Le rapport de l'ISST (Inspecteur Santé Sécurité au Travail) de juin 2017 a mentionné la non-présentation du DTA (dossier Technique Amiante) En réponse aux questions posées l'administration a assuré qu'il n'y avait plus d'amiante dans ce bâtiment à ce jour. Les membres du CHSCT demandent à la DDFIP d'obtenir du propriétaire des informations précises et d'établir la liste des agents présents sur le site à cette période, ainsi que de vérifier qu'il n'y a plus de danger (présence de fibres d'amiante) actuellement. A suivre .
Etude en cours pour le guichet accueil

→ Trésorerie Albestroff

Pas de réponse à ce jour sur la fermeture au 01/01/2018

→ CDIF Metz

Une relance au propriétaire pour la remise en état de l'ascenseur va être faite par la Direction.

Le déménagement de ce service vers la rue Clercs à Metz va se faire courant 2ème trimestre 2018 (après le 30/04/2018)

→ Paierie Départementale

Pas d'observations particulières

Il est précisé que la DDFIP s'adresse à tous les propriétaires des locaux qu'elle loue pour obtenir la mise à jour des DTA, ainsi que les plans d'accessibilité des bâtiments.

7/SNDFR (Service National Douanier de la Fiscalité Routière)

FO a demandé qu'un point soit fait sur les questions suivantes :

Effectifs : 100 agents sont affectés actuellement sur 122 postes implantés

Le déficit de 22 agents est partiellement comblé avec 4 agents itinérants « Paris Spécial» et 7 vacataires.

Bref il en manque toujours et l'administration mise sur les télé-procédures ,gisement de productivité pour résorber le retard ainsi que sur une rationalisation des méthodes.Bref le rabet va passer par-là !

Possibilité de places de parkings en sous-sol du bâtiment : Pas de retour à ce jour selon le Président du CHSCT . A suivre